



Assemblée générale

Distr. générale
8 mai 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-deuxième session

Points 114 et 143 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux résolutions 48/218 B et 51/231 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 29 juillet 1994 et du 13 juin 1997, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint à l'Assemblée le rapport que le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne lui a remis sur l'évaluation des achats de désinfectants de marque Lysol effectués par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Le Secrétaire général prend note de ses conclusions.

Annexe**Rapport du Bureau des services de contrôle interne
sur l'évaluation des achats de Lysol effectués par
le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés***Résumé***A. Introduction**

Comme suite à la demande formulé par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/231 du 13 juin 1997, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a évalué les achats de désinfectants de marque Lysol effectués en 1993 par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans le cadre de ses programmes d'assistance en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie orientale. Ces achats avaient fait l'objet d'un commentaire dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'année terminée le 31 décembre 1995. Étant donné que le Gouvernement n'a pas délivré les autorisations nécessaires pour l'importation et la distribution de Lysol, le HCR a été contraint de réexporter plus de 90 % des quantités achetées en 1993. Les pertes qui en ont résulté étaient initialement estimées à 3 040 000 dollars et imputées à une mauvaise évaluation des besoins et à des carences dans la planification des achats.

Les achats de Lysol ont été effectués en réponse à des besoins recensés par l'Organisation mondiale de la santé et d'autres parties concernées par l'aide aux réfugiés et l'aide humanitaire dans l'ex-Yougoslavie. La pénurie de désinfectants était la conséquence d'un manque de produits pétroliers dans le pays, les sanctions internationales décrétées par le Conseil de sécurité ayant fait obstacle à l'importation de tels produits. La quantité de Lysol nécessaire, qui était initialement estimée à environ 2,6 millions de litres en mars 1993, a été ultérieurement réduite à 1 570 000 litres compte tenu des perspectives de financement pour l'ensemble de l'ex-Yougoslavie.

L'audit effectué par le BSCI repose sur des informations provenant de documents accessibles ou d'entretiens avec des fonctionnaires du Haut Commissariat, et sur un examen des caractéristiques du Lysol et des produits apparentés.

B. Aperçu des résultats

L'enquête a fait apparaître que les pertes se sont chiffrées au total à environ 2,1 millions de dollars et que le montant de 3 040 000 dollars initialement estimé par le HCR ne tenait pas compte des quantités de Lysol qui ont été effectivement utilisées en République fédérale de Yougoslavie ou réexportées en vue d'une utilisation dans le cadre d'autres programmes du HCR. Tout en reconnaissant qu'une perte de cette ampleur est, en tout état de cause, considérable, le BSCI s'est penché sur la question des responsabilités et n'a pas pu conclure avec certitude que le personnel du HCR avait fait preuve de négligence, soit lors des opérations d'achat soit par la suite lorsqu'on a cherché des solutions pour limiter les risques de pertes.

Après avoir comparé les estimations initiales qui chiffrèrent les besoins à environ 2,6 millions de litres aux deux achats ultérieurs qui portaient sur une quantité totale de 1 570 000 litres, le BSCI a conclu que le Haut Commissariat avait dû faire face à une situation qui n'était pas prévisible et sur laquelle il n'avait pas pris. Le Bureau n'a pas trouvé d'éléments d'information indiquant que le Lysol est (ou était) un produit interdit en Yougoslavie ou dans d'autres pays. Comme il contient des ingrédients corrosifs et toxiques, il doit être étiqueté et conditionné en conséquence, ce qui a été fait en l'occurrence. Néanmoins, le HCR n'a pas pu obtenir des autorités de Belgrade qu'elles délivrent une autorisation pour l'importation et la distribution de Lysol et, partant, s'est trouvé contraint de réexporter la majeure partie des quantités achetées.

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. Introduction | 1–3 | 5 |
| II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes | 4–6 | 5 |
| III. Évaluation initiale des besoins | 7–10 | 5 |
| IV. Achats | 11–15 | 6 |
| V. Caractéristiques techniques | 16–19 | 7 |
| VI. Livraison, distribution et entreposage | 20–24 | 7 |
| VII. Réexportation du Lysol à partir de Belgrade | 25–26 | 8 |
| VIII. Perte financière | 27–30 | 8 |
| IX. Détermination des responsabilités | 31–32 | 9 |
| X. Conclusions | 33–35 | 9 |
| Appendice | | |
| Achats de Lysol : coûts et pertes subies | | 10 |

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 51/231 de l'Assemblée générale, en date du 13 juin 1997, relative à la réforme des achats au sein de l'Organisation. Des carences dans la planification des achats de désinfectants de marque Lysol effectués en 1993 dans le cadre du programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans l'ex-Yougoslavie ont été signalées dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'année terminée le 31 décembre 1995^a. Le Bureau des services de contrôle interne a examiné les informations disponibles sur les circonstances qui ont conduit à l'achat de 1 575 000 litres de Lysol, pour un coût de 2 310 000 dollars, et sur les raisons qui ont motivé la non-distribution d'une partie de cette quantité (environ 90 %) et sa réexportation ultérieure hors de la République fédérale de Yougoslavie. Les observations reçues du HCR en avril 1998 ont été prises en considération lors de l'établissement du présent rapport et sont reproduites en italique dans le texte.

2. Bien qu'il existe actuellement une documentation abondante sur cette question au HCR, ce n'est que vers le milieu de 1994, au moment où il paraissait de plus en plus probable que les quantités de Lysol expédiées ne pourraient pas être distribuées comme prévu dans l'ex-Yougoslavie, que l'on a commencé à établir des notes pour constituer un dossier sur les réunions et les discussions consacrées à ce problème. Les documents disponibles sont donc peu nombreux pour la période allant de décembre 1993 à la mi-1994, la question étant alors toujours considérée comme une opération d'achat en cours. Mais après cela, les efforts intenses déployés pour trouver une solution ont été soigneusement notés.

3. En juin 1994, le programme exécuté par le HCR dans l'ex-Yougoslavie a fait l'objet d'un audit par le BSCI. La question du Lysol n'était cependant pas incluse dans le plan de travail car on pensait à cette époque que la distribution serait assurée normalement et les auditeurs n'avaient pas d'inquiétudes particulières sur les achats considérés. Le Lysol était simplement un des nombreux produits non alimentaires fournis et distribués par le HCR dans l'ex-Yougoslavie.

II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes

4. Le Comité des commissaires aux comptes a soulevé la question des achats de Lysol pour la première fois dans une observation formulée le 11 novembre 1995 et dans laquelle il demandait des explications et des éclaircissements complémentaires sur ces achats. Aucune recommandation n'avait été

faite à ce stade. Dans une note de gestion datée du 13 février 1996, concernant la vérification préliminaire des comptes du HCR pour l'année terminée le 31 décembre 1995, le Comité avait suggéré «que l'Administration du Haut Commissariat examine les circonstances dans lesquelles elle avait été amenée à effectuer les achats susmentionnés afin de déterminer les responsabilités pour les pertes subies par l'Organisation qui auraient pu être évitées. Le montant total de la perte financière imputable à la transaction devrait également être calculé après avoir vérifié le coût d'une éventuelle redistribution du stock restant de Lysol».

5. En avril 1996, trois nouvelles observations ont été publiées au sujet des achats de Lysol, essentiellement pour obtenir un complément d'information et des confirmations sur certains points. L'une des observations contenait néanmoins deux recommandations : elle préconisait, d'une part, de vérifier le niveau du stock existant avant la passation de nouvelles commandes et, d'autre part, de prêter une attention particulière à la manipulation des produits chimiques. L'enquête menée par le BSCI a confirmé que le HCR s'était efforcé de fournir les renseignements voulus et de répondre aux questions posées.

6. Dans son rapport pour l'année terminée le 31 décembre 1995, le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que «le HCR avait enregistré une perte d'environ 3 040 000 dollars en raison de l'achat, de la réexpédition et de la revente d'un désinfectant de marque Lysol, le pays hôte ayant refusé après coup d'en autoriser l'importation»^b. Le montant de la perte signalée était fondé sur une estimation fournie par le HCR en février 1996. Le Comité a recommandé que le HCR «améliore ses méthodes d'évaluation des besoins et entreprenne des travaux de planification et d'analyse plus détaillés, de concert avec tous ses partenaires, avant d'acheter des marchandises en vrac»^c.

III. Évaluation initiale des besoins

7. Du fait des sanctions internationales décrétées par le Conseil de sécurité à son encontre en 1992, la République fédérale de Yougoslavie a connu une pénurie de produits pétroliers. On a constaté que cette pénurie était directement à l'origine du manque de désinfectants en 1993. Elle a été portée à l'attention du HCR par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les désinfectants ont été inscrits sur la liste des produits nécessaires établie par la Croix-Rouge yougoslave.

8. Le Bureau de l'OMS à Belgrade avait signalé dans un rapport portant sur la période allant de novembre 1992 à avril 1993 que les agents chimiques utilisés pour la purification

de l'eau étaient disponibles en quantité insuffisante en raison de la pénurie de combustibles et autres produits apparentés. Ce problème a été aggravé par le fait que le ramassage des ordures n'était plus assuré dans certaines villes et que les blanchisseries de nombreux hôpitaux ne disposaient que d'eau froide – les services traitant les maladies infectieuses n'utilisant eux-mêmes que de l'eau pour le nettoyage. On s'est donc rendu compte qu'il fallait agir très rapidement pour remédier à la pénurie de désinfectants et cette nécessité a été signalée dans l'appel global révisé interinstitutions des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie publié conjointement par le Département des affaires humanitaires et le HCR le 11 mars 1993.

9. Lors de l'établissement des prévisions budgétaires et de la planification des achats relatifs aux projets, les quantités requises avaient été initialement évaluées à 2,6 millions de litres, ce qui devait permettre de couvrir les besoins en désinfectants pendant une période de neuf mois. Outre les hôpitaux et les cliniques, les utilisateurs recensés comprenaient des réfugiés et des personnes déplacées – environ 560 000 en Serbie, 80 000 au Monténégro et 520 000 en Bosnie orientale – qui, pour des raisons logistiques, étaient tributaires des approvisionnements acheminés via Belgrade. Il convient de noter que de nombreux réfugiés et personnes déplacées en République fédérale de Yougoslavie étaient logés dans des «équipements collectifs» (salles de sports et bâtiments municipaux ou publics divers) où les installations étaient rudimentaires ou insuffisantes pour les sanitaires et les cuisines. En outre, la situation et les conditions d'hygiène qui régnaient en Bosnie à cette époque justifiaient également l'utilisation de désinfectants.

10. Comme l'OMS et d'autres organismes des Nations Unies n'étaient pas en mesure de financer la fourniture des désinfectants nécessaires, le HCR, en tant qu'organisme chef de file pour l'aide humanitaire, a pris la responsabilité d'en acheter et de les expédier à Belgrade. Ainsi qu'il est indiqué plus bas, les quantités mentionnées dans la première commande ont été réduites de 2,6 millions de litres – volume initialement demandé – à 1 015 000 litres en raison de contraintes budgétaires. La deuxième commande, qui portait sur une quantité de 560 000 litres, a été financée par une formule d'avis de contribution différente.

IV. Achats

11. En réponse à l'appel lancé aux donateurs pour solliciter des contributions au programme dans l'ex-Yougoslavie, l'Office humanitaire de la Communauté européenne s'est engagé à financer l'achat de désinfectants ainsi que de

nombreux autres articles de secours par deux modalités de financement représentant au total 37,7 millions de dollars. Il convient de noter que les achats financés par l'Office étaient normalement subordonnés à sa propre vérification des besoins. Par conséquent, le HCR devait tenir le Bureau de l'Office à Belgrade informé de toutes les décisions relatives à l'achat et à la distribution de Lysol. De plus, les achats financés par l'Office sont en principe soumis à des contraintes temporelles liées à la nécessité de respecter des délais serrés pour les décaissements de fonds. Il était stipulé que le premier achat devrait être effectué avant le 30 septembre 1993 et le second avant le 31 décembre 1993. Deux fournisseurs ont été sélectionnés pour les commandes de Lysol à l'issue d'une procédure d'appel d'offres. Il s'agissait plus précisément des commandes ci-après :

a) Commande No 9085; date : 13 juillet 1993; quantité : 1 015 000 litres; coût : 1 505 558 dollars; période de livraison : 13 août-25 octobre 1993;

b) Commande No 9613; date : 20 octobre; quantité : 560 000 litres; coût : 788 918 dollars; période de livraison : 22 novembre 1993-15 janvier 1994.

12. Le BSCI a constaté que durant la phase d'autorisation de l'achat, le Bureau du HCR à Belgrade, par l'intermédiaire du Bureau des services d'appui pour l'ex-Yougoslavie au Siège, a présenté l'inventaire des besoins en désinfectants à la Section des achats. On a ensuite demandé à l'ingénieur sanitaire du HCR de choisir le produit le plus approprié. Suivant sa suggestion et conformément aux indications données dans le manuel technique du HCR quant à l'utilisation de désinfectants dans les situations d'aide aux réfugiés, le Lysol a été retenu. Alors même que le Lysol était mentionné dans les appels d'offres comme étant le produit requis, les fournisseurs qui auraient pu proposer des produits différents ont été invités à soumettre des spécifications et des précisions sur la composition de ces produits, leurs principaux ingrédients et les certificats d'analyse. On leur demandait également d'indiquer si les produits de substitution étaient en vente sur le marché européen ou américain. Or, la majorité des fournisseurs ont mentionné le Lysol et seul un petit nombre de produits de substitution ont été proposés, généralement à des prix beaucoup plus élevés.

13. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté dans son rapport «que l'on n'avait pas procédé à une évaluation du stock restant de la précédente commande avant de passer la seconde, bien que la totalité du stock n'ait pas été écoulée»^d. Il convient toutefois de rappeler que l'achat, scindé en deux commandes, était subordonné au montant des crédits disponibles et que les fonds mis à disposition par l'Office humanitaire de la Communauté européenne devaient être

utilisés le 31 décembre 1993 au plus tard. S'il est vrai que le HCR n'a pas réévalué ses besoins avant de passer la seconde commande, il a été impossible de déterminer au cours de l'enquête si la distribution relativement lente de la première livraison aurait justifié une importante vision à la baisse par rapport aux prévisions initiales.

14. En outre, selon les informations dont on dispose sur la distribution du Lysol, 375 000 litres environ avaient été écoulés par les entrepôts du HCR avant que le Gouvernement refuse la délivrance d'une nouvelle autorisation d'importation au début de décembre 1993. La seconde commande a été passée le 20 octobre 1993 et, jusqu'à cette date, l'achat aurait pu être annulé. Mais même vers la fin du mois d'octobre 1993, il n'y avait aucun indice laissant présager des problèmes éventuels quant à la distribution du Lysol dans l'ex-Yougoslavie.

15. *L'Administration du HCR a déclaré que les commandes avaient été passées en fonction des besoins; les retards enregistrés dans la livraison du produit par le fournisseur aux entrepôts du HCR à Belgrade ou dans la distribution aux bénéficiaires en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie orientale n'auraient pas entraîné de modification dans la seconde commande.*

V. Caractéristiques techniques

16. Le Lysol est un composé de crésol, à 50 %, et de savon liquide, à 50 %. C'est un produit bien établi qui a été introduit dans la pharmacopée britannique (sous le nom de crésol) en 1914; l'édition de 1989 montre qu'il était toujours en usage en Yougoslavie. On le considère comme un désinfectant polyvalent très efficace et il est largement utilisé dans les hôpitaux, les cliniques et les cuisines, ainsi que pour les besoins ménagers en général. Néanmoins, comme le crésol a des effets corrosifs, provoque des irritations de la peau et des yeux en cas d'exposition et produit des effets toxiques lorsqu'il est ingéré, des produits de substitution ont été récemment proposés sur le marché.

17. Le Lysol étant un produit fortement concentré, il doit être dilué dans de l'eau avant utilisation. Une étiquette comportant des instructions détaillées à cet effet figure sur la bouteille de plastique d'un litre. Le BSCI a remarqué toutefois que ces instructions étaient rédigées uniquement en anglais. À son avis, il aurait été souhaitable de les traduire dans la langue locale pour que les autochtones puissent comprendre parfaitement le mode d'emploi et les règles de dilution, et cela aurait pu faciliter l'acceptation du produit par les autorités yougoslaves, en particulier s'agissant des quantités destinées à des usages domestiques.

18. Le Lysol est une marque déposée aux États-Unis d'Amérique et plusieurs désinfectants et détergents de compositions diverses sont commercialisés sous ce nom. Aussi, ce produit n'est-il pas mentionné dans les instruments ou dans les banques de données de l'Organisation des Nations Unies comme le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement ou l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route et le protocole de signature promulgués par la Commission économique pour l'Europe.

19. Par ailleurs, le Lysol n'était pas facile à trouver dans le commerce en Suisse ou en France alors que le crésol, principale substance entrant dans la composition du Lysol, était aisément accessible en France. Le crésol est un produit concentré et il est recommandé dans son mode d'emploi de le diluer dans 50 volumes d'eau pour le nettoyage des poubelles et d'autres utilisations courantes.

VI. Livraison, distribution et entreposage

20. Les deux commandes de Lysol ont été expédiées par camion depuis le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord jusqu'à Belgrade entre août et octobre 1993 et entre novembre 1993 et janvier 1994, respectivement. Le Comité des sanctions du Conseil de sécurité avait préalablement délivré les autorisations nécessaires le 26 juillet et le 28 octobre 1993. Il ressort des documents d'expédition et des rapports d'inspection que les procédures appliquées étaient généralement satisfaisantes et que les formalités de transit et d'importation n'auraient pas dû faire obstacle à l'acheminement du produit. Il est également évident que les règles observées par l'ONU pour le transport du produit étaient conformes aux prescriptions énoncées dans l'Accord européen mentionné au paragraphe 18, dont la Yougoslavie est signataire. Les emballages et le marquage des marchandises et des camions étaient par ailleurs conformes aux normes européennes généralement applicables aux produits chimiques tels que ceux qui sont énumérés dans le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques.

21. Toutes les livraisons d'articles de secours étaient réceptionnées et dédouanées à Belgrade par l'intermédiaire de l'agent Jugosped Corporation, entité du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie qui était également chargée d'assurer des services d'entreposage pour le compte du HCR. Le contrat passé entre le Haut Commissariat et Jugosped stipulait qu'un montant de 35 dollars par camion serait facturé au HCR pour le dédouanement et l'inspection

des camions transportant des marchandises agricoles en provenance d'autres pays. On peut en conclure que les documents de transport ont bien été examinés et que certaines inspections ont effectivement eu lieu. Jugosped était tenu de signaler immédiatement toute infraction au HCR. On n'a trouvé aucune information sur des objections ou des protestations auxquelles les expéditions de Lysol auraient donné lieu avant qu'une partie de la seconde commande ait été exécutée. Sur une quantité totale de 560 000 litres achetée dans le cadre de la seconde commande au début de décembre 1993, environ 533 000 litres ont ainsi été immobilisés dans un entrepôt de douane.

22. La distribution a commencé aussitôt après la livraison du Lysol à Belgrade, essentiellement par l'intermédiaire des sociétés locales de la Croix-Rouge. Les quantités qui ont pu être distribuées étaient néanmoins très réduites par rapport à celles qui étaient réceptionnées. Le transport des produits non alimentaires à destination de la Bosnie a également soulevé des difficultés. Selon une analyse effectuée en mai 1995 par le fonctionnaire du HCR chargé de la logistique à Belgrade, les quantités de Lysol livrées aux entrepôts de la Croix-Rouge et aux entrepôts régionaux en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie s'élevaient au total à 358 488 litres et 16 128 litres, respectivement. Il semble que, sur cette quantité totale, plus de 150 000 litres ont été effectivement distribués aux bénéficiaires. Après l'interdiction décrétée par le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie à l'encontre de toute nouvelle distribution de Lysol, les quantités restantes (plus de 200 000 litres) ont été récupérées en 1995 en divers endroits pour être réexportées par le HCR.

23. Par conséquent, environ 37 % du volume de la première commande avait été distribué à partir des entrepôts du HCR, lorsque l'interdiction sur l'importation et la distribution de Lysol a pris effet au début de décembre 1993.

24. D'après les chiffres définitifs enregistrés dans la comptabilité, sur une quantité totale de 1 570 000 litres achetée, environ 155 000 litres ont été distribués et utilisés dans l'ex-Yougoslavie et la quantité restante a été renvoyée au fournisseur ou réaffectée à d'autres programmes du HCR.

VII. Réexportation du Lysol à partir de Belgrade

25. Aucun document n'a pu être retrouvé sur la décision du Gouvernement d'interdire l'importation et la distribution de Lysol, qui aurait pris effet au début de décembre 1993. Néanmoins, depuis cette date, les douanes refusent de délivrer

les autorisations nécessaires pour le reste de la seconde commande qui était en cours de livraison.

26. Il ressort de l'enquête menée par le BSCI que le bureau du HCR à Belgrade avait déployé des efforts importants pour obtenir la levée de l'interdiction. Des entretiens ont eu lieu avec diverses administrations de la République fédérale de Yougoslavie, au cours desquels on a suggéré des solutions et des compromis, mais sans succès. Le Ministère fédéral du travail, de la santé et de l'action sociale a finalement fait savoir au Comité international de la Croix-Rouge (en sa qualité de destinataire), le 8 août 1994, que les besoins du pays en Lysol étaient de l'ordre de 100 tonnes par an et que, cette quantité ayant été déjà distribuée, l'importation de quantités supplémentaires ne pouvait pas être autorisée. À la fin de 1994, le HCR a décidé de récupérer le Lysol stocké à Belgrade et a obtenu en janvier 1995 une autorisation de réexportation auprès du Comité des sanctions du Conseil de sécurité.

VIII. Perte financière

27. D'après le Comité des commissaires aux comptes, l'Administration a estimé les pertes financières totales subies à l'occasion de la transaction à 3 040 000 de dollars^e. Ce montant comprenait tous les coûts directs afférents à l'achat et au transport effectifs à destination et en provenance de Belgrade et les coûts indirects fondés sur les estimations relatives au stockage et à la manutention, moins 112 346 dollars de remboursements effectués par le fournisseur pour les quantités restituées.

28. Il ressort de l'enquête menée ultérieurement par le BSCI que la perte estimée par le HCR comprenait également le coût des quantités effectivement distribuées et utilisées en République fédérale de Yougoslavie et de celles qui avaient été réexportées en vue d'une utilisation dans le cadre d'autres programmes du Haut Commissariat. Le bureau a donc réévalué le montant total de la perte résultant de l'interdiction décrétée par le Gouvernement sur l'importation et la distribution de Lysol (voir appendice). Environ 510 000 litres évalués à près de 750 000 dollars ont été distribués dans l'ex-Yougoslavie ou acheminés vers d'autres programmes du HCR.

29. Le BSCI n'a pas pris en compte les frais de transport liés à la réexportation du Lysol vers d'autres programmes du HCR dans le calcul de la «perte», la fourniture du désinfectant constituant un apport pour ces programmes. Ces frais de transport entre Belgrade et trois lieux de destination en Afrique s'élevaient à 151 000 dollars environ.

30. Les frais de stockage afférents au Lysol avaient été estimés par le HCR à 220 000 dollars. Il convient de noter que certaines quantités ont été gardées en réserve dans les entrepôts de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et ceux de la Croix-Rouge locale, lesquelles ne représentaient pas une charge directe pour le HCR. En outre, la quantité effectivement distribuée en République fédérale de Yougoslavie était légèrement supérieure à celle qui avait été précédemment estimée. Le BSCI a calculé, en se fondant sur un taux de 3 dollars par mètre carré d'entrepôt, que les frais de stockage pour la période où le Lysol a été effectivement stocké (de décembre 1993 à la mi-1995, date à laquelle la réexportation a commencé) étaient de l'ordre de 160 000 dollars. En conséquence, d'après les calculs effectués par le BSCI, la perte finale se chiffre à environ 2,1 millions de dollars et non pas à 3 040 000 dollars, comme on l'avait initialement indiqué.

IX. Détermination des responsabilités

31. Le BSCI s'est également penché sur la question des responsabilités individuelles pour les pertes subies. Après avoir examiné la séquence des événements relatifs à l'achat du Lysol, il a le sentiment que la responsabilité des pertes ne peut pas être imputée personnellement à tel ou tel fonctionnaire du HCR qui aurait agi intentionnellement ou par inadvertance. On peut affirmer, rétrospectivement, que les fonctionnaires du HCR en poste à Belgrade et ceux qui, au siège du Haut Commissariat, appuient les activités menées en Yougoslavie n'auraient pas pu prévoir ce problème et qu'ils ont fait tout leur possible pour le résoudre après son apparition.

32. *L'Administration du HCR a déclaré que le rapport présentait un compte rendu fidèle et objectif des circonstances et des conditions dans lesquelles l'achat du Lysol avait été effectué et qu'il justifiait les décisions prises par l'organisation.*

X. Conclusions

33. La pénurie de désinfectants dans l'ex-Yougoslavie constituait un problème sérieux en 1993. Sur la base d'une évaluation initiale des besoins réalisée par l'OMS et le HCR, le désinfectant de marque Lysol a été choisi parmi les produits énumérés dans le Manuel technique du Haut Commissariat comme étant celui qui convenait le mieux. Le BSCI n'a pas

recueilli d'informations de nature technique ou autre qui donneraient à penser que ce choix n'était pas judicieux.

34. Le refus d'autoriser l'importation de Lysol dans le pays est une situation que le HCR n'aurait pas pu prévoir et les préjudices subis, tant du point de vue financier que du point de vue des bénéficiaires de l'assistance du Haut Commissariat, ne peuvent pas être imputés à des négligences de la part de fonctionnaires du HCR, quels qu'ils soient. Alors même que le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie refusait d'autoriser de nouvelles importations, les infrastructures sanitaires de l'ex-Yougoslavie continuaient à ressentir les effets de la pénurie de désinfectants.

35. La perte financière subie au cours de la transaction, précédemment estimée à 3 040 000 dollars, a été réexaminée en tenant compte des quantités distribuées sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et dans le cadre d'autres programmes du HCR. À l'issue d'une analyse plus approfondie, le BSCI considère que la perte nette subie par le HCR s'élève à environ 2,1 millions de dollars.

Le Secrétaire général adjoint
aux services de contrôle interne
(Signé) Karl Th. Paschke

Notes

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5E (A/51/5/Add.5).

^b Par. 26.

^c Par. 121.

^d Par. 118.

^e Ibid., par. 120.

Appendice

Achats de Lysol : coûts et pertes subies

| | <i>Litres</i> | <i>Valeur (en dollars des États-Unis)</i> |
|--|---------------|---|
| Achat – première commande | 1 015 000 | 1 505 558 |
| Achat – seconde commande | 560 000 | 788 918 |
| Assurance et inspection | | 15 680 |
| Prix d'achat total (prix moyen du litre = 1,467 dollar) | | 2 310 156 |
| <i>À déduire :</i> | | |
| Quantité redistribuée à d'autres programmes du HCR | (354 708) | (520 356) |
| Quantité restante en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie | (155 808) | (228 570) |
| Sommes remboursées par le fournisseur | (1 064 484) | (112 346) |
| Total partiel | | (861 272) |
| Perte après distribution et restitutions au fournisseur | | 1 448 884 |
| <i>À ajouter :</i> | | |
| Reconditionnement du Lysol en transit | | 59 976 |
| Frais de chargement, de manutention et de douane (estimation portant sur la période 1993-1995) | | 58 615 |
| Frais de transport à destination du Royaume-Uni (169 355 dollars + 178 898 dollars) | | 348 253 |
| Total partiel | | 466 844 |
| Frais de stockage de décembre 1993 à la mi-1995 (estimation) | | 160 000 |
| | | 626 844 |
| Montant estimatif de la perte totale | | 2 075 728 |
| <i>Coûts non inclus dans le calcul de la perte ci-dessus</i> | | |
| Frais d'acheminement vers trois lieux de destination en Afrique | | 150 847 |
| Remboursement de frais d'assurance à déduire | | (59 608) |